



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013

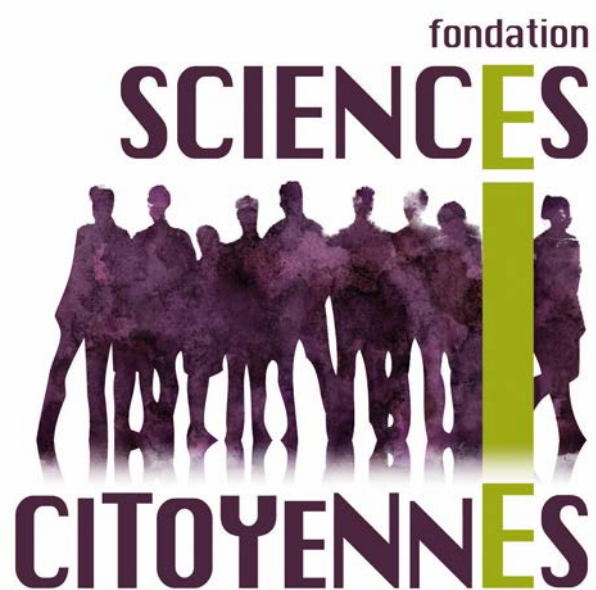




Table des matières

Éditorial	2
Activités en France	3
<i>Convention de citoyens</i>	<i>4</i>
<i>Alerte et expertise scientifique.....</i>	<i>4</i>
<i>Recherche participative</i>	<i>4</i>
Rapport sur la recherche participative.....	5
ReSoRIV	5
Groupe de Recherche "Recherche-action participative et sciences citoyennes" GDR PARCS	6
Projet Laboratoire Hors Murs	6
<i>Boutiques de sciences en France</i>	<i>7</i>
<i>Festival Sciences en bobines</i>	<i>7</i>
<i>"Café des sciences citoyennes" avec INRA PACA.....</i>	<i>8</i>
<i>Nos actions concernant la loi relative à l'enseignement supérieur et la recherche (ESR).....</i>	<i>8</i>
<i>Technologies émergentes.....</i>	<i>8</i>
<i>Les biens communs</i>	<i>9</i>
<i>Notre rencontre d'été - organisation d'un événement autour des 10 ans de FSC.....</i>	<i>10</i>
<i>Science, recherche scientifique et droits humains</i>	<i>10</i>
<i>Collaborations avec d'autres associations et collectifs</i>	<i>11</i>
Collectif des Associations Citoyennes.....	11
Débats sur les biotechnologies	11
Activités internationales.....	12
<i>Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD).....</i>	<i>13</i>
<i>Veille sur la politique européenne de recherche et d'innovation - Horizon 2020.....</i>	<i>14</i>
<i>Public Engagement with Research And Research Engagement with Society (PERARES)</i>	<i>14</i>
<i>EFSA - Veille sur l'expertise en sécurité alimentaire</i>	<i>15</i>
<i>Réseaux internationaux.....</i>	<i>16</i>
European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER).....	16
Réseau International des Boutiques de Sciences (Living Knowledge)	16
Le réseau Alter-EU contre les conflits d'intérêts et pour la transparence.....	16
Communication externe	17
<i>Site internet de l'association</i>	<i>18</i>
<i>FSC dans les médias</i>	<i>18</i>
Vie de l'association	20
<i>Adhérents et Donateurs</i>	<i>21</i>
<i>Conseil d'administration et bureau exécutif.....</i>	<i>21</i>
<i>Équipe salariée.....</i>	<i>21</i>
<i>Le travail bénévole.....</i>	<i>21</i>
Calendrier non exhaustif des interventions et événements de la Fondation Sciences Citoyennes en 2013	23



Faire entrer les sciences en démocratie.

Cette année encore, la Fondation Sciences Citoyennes, ses adhérents, ses administrateurs et son équipe salariée, se sont engagés pour faire avancer ce chantier, au cœur de notre engagement collectif.

Un chantier de longue haleine, multiforme et international. Un chantier qui requiert de l'imagination, de la persévérance et de la vigilance, tant les idées et les propositions que nous défendons sont encore souvent en décalage avec une bonne partie des discours dominants.

Travailler à dissiper les fumées du jargon technoscientifique pour permettre à tous de poser les questions qui s'imposent. Nourrir nos propos et réflexions d'exemples concrets. Participer ou soutenir des expérimentations innovantes pour démontrer leur faisabilité et leur pertinence dans le contexte actuel. Faire entendre notre voix dans des réseaux divers qui questionnent les fractures entre la technoscience et la démocratie. Faire connaître, expliquer et discuter nos propositions avec les chercheurs, les citoyens, les élus... Le présent rapport de notre activité de l'année 2013 en témoigne. Nous jouons sur différents registres, en visant la complémentarité plutôt que la dispersion, comme l'illustrent bien les deux exemples suivants.

Après des années moins prospères, 2013 a été une année plus faste pour notre mobilisation en faveur des **conventions de citoyens**. Le projet de loi que nous avons rédigé en 2007 pour encadrer ces procédures de débats et de recommandations éclairés, a enfin reçu un accueil favorable de plusieurs institutions et notamment de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) et du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE). Ces intérêts nous engagent. Plus que jamais notre vigilance sera de rigueur pour suivre la façon dont ces institutions s'empareront concrètement de cette procédure. On dit bien que le diable est dans les détails. Notre Observatoire des Procédures Participatives en Recherche et Innovation (OPPRI) dont c'est précisément l'objet doit réussir à prendre son envol en 2014.

Notre rapport sur l'état de la **recherche participative** en France a permis de recenser plus de 200 projets de recherche et d'en proposer une analyse globale qui démontre que ces façons de « faire de la recherche autrement » sont bel et bien implantées en France, dans des domaines très variés. En parallèle, notre participation active à l'un de ces projets (ReSoRiv) et notre soutien à la constitution de réseaux de chercheurs dans ce domaine, contribuent à développer ces pratiques tout en façonnant notre compréhension des enjeux à l'œuvre.

En parcourant les pages de ce rapport, vous constaterez que cette année encore, nous avons poursuivi nos travaux et mobilisations en France et en Europe autour des questions d'alerte et d'expertise, de suivi critique des politiques de recherche ou encore de développement des boutiques de sciences. Nous avons contribué à faire entrer la thématique sciences/société dans la loi Enseignement Supérieur et Recherche de juillet 2013. Nous avons lancé ou participé à des débats publics sur la recherche publique ou les technologies émergentes (biologie de synthèse, nanotechnologies, géoingénierie). Nous avons animé la troisième édition du Forum Mondial Sciences et Démocratie à Tunis et organisé la 9ème édition du festival sciences en bobines dans 11 villes de France.

En 2013, notre association a innové en organisant pour la première fois, des rencontres d'été dans les Hautes Alpes. Ces « regards croisés sciences et société », moments très riches et conviviaux d'échanges et de débats, ont été rendus possibles sur proposition et grâce à l'investissement très important de bénévoles de sciences citoyennes et de l'association Khéper. Donnons-nous les moyens pour que de tels moments se reproduisent dans les prochaines années !

Pour terminer, 2013 aura été la dernière année entière de fonction de Claudia Neubauer, notre déléguée générale. Depuis la fondation de notre association, Claudia a œuvré sans relâche, avec une compétence remarquable et un enthousiasme très communicatif au développement de notre projet collectif. Qu'elle en soit ici vivement remerciée !

Le bureau de FSC



Activités en France

Conventions de citoyens

Concernant les conventions de citoyens pour lesquelles nous avons rédigé une proposition de loi en 2007¹, ce dossier a pu trouver un second souffle en 2012-2013. Nous avons poursuivi nos travaux de sensibilisation sur la question avec notamment une refonte des éléments de communication pour que le sujet puisse être appréhendé par le plus grand nombre (brochure sur la proposition de loi). Nous poursuivrons ce travail en collaboration avec l'Appel de la jeunesse pour rendre notre discours plus audible encore. Nous avons prévu un cycle de formations à destination de la société civile et des élus mais, au regard du travail de pédagogie encore nécessaire, nous avons préféré reporter cela pour nous consacrer à l'organisation d'un colloque intitulé « Alerte, expertise et démocratie » qui s'est déroulé le 17 décembre 2013 au Palais du Luxembourg. Ce colloque a fourni l'occasion de raviver un projet qui nous tient à cœur mais dont la mise en œuvre avait dû être ajournée, faute de moyens, celui de l'Observatoire des Procédures Participatives en Recherche et Innovation. Nous allons en 2014 déposer une demande de financement PICRI pour développer le travail de cet observatoire.

Enfin, l'année 2013 s'est terminée en fanfare puisque la Commission nationale du débat public et le Conseil économique, social et environnemental ont accepté de nous rencontrer à ce sujet. La CNDP a même décidé de transformer le débat public CIGÉO sur les déchets nucléaires en conférence de citoyens en suivant d'assez près nos recommandations.

Alerte et expertise scientifique

Les années 2012 et 2013 ont constitué un point d'orgue dans notre travail sur les lanceurs d'alerte. Dix ans d'effort ont finalement débouché sur le dépôt par le groupe écologiste du Sénat, dans le cadre d'une niche parlementaire, d'une proposition de loi quasi calquée sur celle que nous avons rendue publique en 2010. La fenêtre qui s'est ouverte à l'automne 2012 était spécialement intéressante par la convergence du dépôt de la proposition de la loi et de la publication du travail de l'équipe de G.-É. Séralini. Ceci nous a permis de

¹ <http://sciencescitoyennes.org/projet-de-loi-concernant-les-conventions-de-citoyens/>

lier notre argumentation sur la loi à l'actualité scientifique et également de promouvoir une mobilisation d'organisations et d'individus autour du CRIIGEN et de son action en lien avec l'étude sur le maïs OGM NK603. Nos sérieuses réserves quant à l'avenir de la proposition de loi ont été confirmées et le texte qui a finalement été adopté en avril 2013 à l'Assemblée nationale inclut un dispositif inefficace et très loin des enjeux. En effet, seuls sont protégés les salariés vis-à-vis de leur employeur mais c'est vers ce dernier qu'ils doivent se tourner pour lancer une alerte. Par ailleurs, la Haute autorité indépendante que nous réclamions dans le but de traiter les alertes et d'encadrer l'expertise a été remplacée par une commission nationale sous tutelle ministérielle dont le rôle sera d'enregistrer les alertes, d'informer le ministère concerné et d'établir des recommandations concernant la déontologie de l'expertise. D'autres aspects plus techniques sont en-deçà de nos revendications mais nous ne les détaillerons pas ici. Cela dit, les termes de la protection des lanceurs d'alerte ont été posés et cela constitue, malgré tout, une réelle avancée.

Courant 2013, d'autres lois sur les lanceurs d'alerte ont été votées ce qui est à la fois une belle avancée mais également un morcellement de la problématique. Notre travail en réseau inter-organisations (avec Transparency International, regards citoyens, etc.) nous a amené au constat partagé qu'il fallait maintenant travailler à une mise en cohérence et à une approche globale de la question du traitement de l'alerte et de la protection des lanceurs d'alerte. Un autre constat commun a émergé sur le fait de réfléchir à la mise en place d'une structure qui pourrait aider concrètement les lanceurs d'alerte au niveau juridique et psychologique. Enfin, en décembre 2013, nous avons organisé un colloque intitulé « Alerte, Expertise et Démocratie » qui s'est déroulé au Palais du Luxembourg qui a rassemblé un important nombre de représentants d'organismes de recherche, d'agences publiques et d'associations. Les actes de ce colloque seront bientôt disponibles sur notre site internet, ainsi que les vidéos de la journée.

Recherche participative

La recherche en partenariat avec les acteurs de la société civile et l'implication des organisations de la société civile dans la gouvernance de la recherche et de l'innovation constituent un nouveau mode de production de savoirs/connaissances. Ce dernier a un énorme potentiel pour contribuer à une société

écologiquement et socialement plus juste et responsable, mais reste encore marginal et marginalisé. La recherche participative fait partie de ce mouvement de production de connaissances et d'expertises qui émerge en dehors des laboratoires publics et privés et qu'on nomme aujourd'hui le tiers-secteur scientifique.

C'est cette vision de la recherche participative que nous avons défendue, en 2013 comme les années précédentes, à travers les différents projets mis en place.

Rapport sur la recherche participative en France

Nous avons achevé en 2013 une étude dressant un état des lieux de la recherche participative en France. Notre analyse s'est fondée sur les approches de recherche participative comme un moyen d'impliquer les citoyens dans la recherche scientifique par l'association de l'expertise citoyenne et de l'expertise scientifique et comme un outil concret pour répondre aux enjeux sociétaux. Ces approches favorisent également un espace de dialogue et d'action entre citoyens et chercheurs, qui permettent de repenser notre système de recherche et de refonder le rapport entre la recherche, la démocratie et la société autour d'un nouveau contrat social.

Nos recherches se sont effectuées en différentes phases : recensement de projets menés en recherche participative, ou analyse de processus, à travers la base bibliométrique scientifique *Thomson Scientific's Web of Science* qui est un outil de référence pour analyser la production scientifique mondiale ; élaboration d'une grille d'entretiens ; entretiens avec différents acteurs impliqués dans des projets de recherche participative ; élaboration de fiches synthétiques sur des projets ; recommandations, etc.

Nous avons recensé plus de 200 projets, il en existe sans doute beaucoup plus. Notre idée n'était pas de les comptabiliser de manière exhaustive, mais de définir une typologie des pratiques et des processus, en fonction de plusieurs critères, tels que la participation des acteurs non scientifiques à la définition de projets ou à leur mise en place. Cette démarche visait à fournir à la Fondation de France – le bailleur de l'étude - un panorama représentatif des pratiques de recherche en partenariat en France, et des éléments pour une meilleure compréhension des blocages, ressources et mécanismes à l'œuvre. Enfin, cette étude avait pour objectif de dégager des pistes de travail pour notamment l'élaboration ultérieure de critères

d'évaluation des projets de recherche participative.

Toute l'année 2013 a été l'occasion de valoriser cette étude lors d'évènements rassemblant différents publics. La suite du projet sera menée en 2014 avec le soutien de la Fondation de France.

Le rapport est disponible sur notre site à la page : <http://sciencescitoyennes.org/recherche-participative-ou-en-est-on/>

Projet ReSoRiv (Reconnaissance sociale et réglementaire de l'innovation variétale par la sélection participative pour les agricultures biologique et paysanne)

L'évolution de nos systèmes agricoles et alimentaires touche chacun de nous dans notre quotidien. Sur le thème de la « Reconnaissance sociale et réglementaire », ReSoRIV ambitionnait de rendre visible l'innovation collective en matière de semences, émanant de paysans et de chercheurs. Le « monde des semences » appartient majoritairement à un secteur économique aux mains d'entreprises de plus en plus spécialisées, pour une agriculture de précision et productiviste. L'image du produit agricole s'est normalisée et le système réglementaire en a fixé les contours. Des initiatives individuelles paysannes se sont données une dynamique collective depuis une douzaine d'années pour conforter l'innovation à la ferme. L'objectif est de disposer de plantes adaptées à des terroirs et pratiques diversifiées et de proposer une offre alimentaire variée et de qualité. La reconnaissance des semences issues de sélection participative, avec leurs référentiels techniques, sociaux et économiques, a des implications à tous les niveaux depuis les activités scientifiques qu'elles suscitent et les questions réglementaires qu'elles soulèvent.

Le projet ReSoRIV a été financé par le Ministère de l'Écologie à travers le programme REPERE – Réseau d'Échange sur le Pilotage de la Recherche et de l'Expertise, programme qui nous avait déjà accordé un financement en 2011 pour travailler sur les avancées des programmes de sélection participative en France. Le projet ReSoRIV était coordonné par l'INRA-SAD Paysage de Rennes, en la personne de Véronique Chable, ingénieure de recherche impliquée dans de nombreux projets de sélection participative, autant à l'échelle régionale (Bretagne) qu'européenne. FSC était partenaire et a assuré l'animation du projet. Le Réseau Semences Paysannes et l'Institut Technique de l'Agriculture Biologique étaient également impliqués. ReSoRIV a été construit et s'est déroulé avec ce souci constant

de faire connaître (documents de diffusion et démonstration) et de mettre en dialogue les acteurs (événements pour favoriser les rencontres) pour apporter un cadre serein de développement d'une vision forte de l'agro-écologie grâce à des semences adaptées et adaptables par les utilisateurs eux-mêmes. Le projet consistait également en l'exploration d'une controverse en matière de recherche et de réglementation concernant les semences paysannes.

Les objectifs du projet étaient d'interpeller les décideurs de la réglementation et des orientations de la recherche sur les difficultés rencontrées sur les semences paysannes et la sélection participative ; faire des propositions très concrètes en matière de réglementation ; nourrir efficacement les processus européen et national en cours ; définir des priorités en matière de recherche et de moyens à mettre en œuvre, notamment en matière de réglementation des semences et de reconnaissance des systèmes de gestion dynamique à la ferme.

Le temps fort du projet a été baptisé « classe verte » pour décideurs politiques et institutionnels, au vu de son format innovant et de ses objectifs : rassembler les acteurs de la recherche et de la réglementation en matière de semences hors des sentiers habituels, en les faisant sortir des bureaux. Cette rencontre autour des plantes visait à redonner une place au sensible : vue, toucher, odorat, goût, au travers des visites dans les champs, du petit-déjeuner et du repas préparés avec des produits bio de la ferme. Le pari était de provoquer une rencontre dans le lieu d'utilisation et dans les conditions concrètes de culture des semences paysannes.

La « classe verte » s'est tenue le mercredi 19 juin 2013, à la ferme des Petits Chapelais à Chavagne près de Rennes. Elle a mobilisé 60 personnes et constitue une réussite.

Le compte-rendu de la classe verte est disponible à la page <http://sciencescitoyennes.org/compte-rendu-de-la-classe-verte-du-projet-resoriv/>

Le projet s'est déroulé de décembre 2011 à octobre 2013. Ses principaux résultats ont été de contribuer, à travers la réussite du processus de montage de la « classe verte » et de l'évènement lui-même, à la sortie de la marginalité des pionniers des semences paysannes des années 2000, autant pour les chercheurs, les paysans et les politiques. Cela est directement en lien avec la légitimation renforcée des thématiques scientifiques associées à la démonstration de la viabilité socio-économique des innovations.

On notera également comme résultat une insertion des partenaires dans des espaces de discussion (notamment liés à la réglementation) où ils étaient exclus jusqu'alors.

Groupe de Recherche « Recherche-Action Participative et Sciences Citoyennes » – GDR PARCS

Sous l'impulsion de deux chercheurs du Centre d'Écologie Fonctionnelle et Évolutive CEFE-CNRS, Sylvie Blangy et Isabelle Chuine, la FSC s'est jointe à l'initiative visant à réunir autour d'un espace d'échange des chercheurs et associations pour débattre et proposer des projets de recherche en recherche participative. Le statut de GDR de ce groupe implique qu'il a été reconnu par les instances du CNRS, ce qui, en soit, constitue une avancée notable. Un financement a été accordé par l'INEE-Institut d'Écologie et d'Environnement afin de prendre en charge les déplacements des participants. Une salariée et un administrateur ont participé à la genèse de ce projet, incluant notamment une formation d'une semaine à la recherche participative animée par Jacques Chevalier, chercheur canadien de l'université de Carlton ainsi qu'un séminaire de travail sur la redéfinition des axes de travail de ce GDR.

Projet Laboratoire Hors Murs

La FSC est partenaire de ce projet récemment initié « pour construire sur le terrain des collaborations entre le monde agricole et la recherche, pour la gestion dynamique et la valorisation de la recherche agricole. Ces collaborations se font à la demande des paysans dans des terroirs méditerranéens, sahariens et sub-sahariens ». Ce dispositif a été monté à l'initiative de l'association BEDE avec deux Unités Mixtes de Recherche de Montpellier (CEFE et INNOVATION). Le rôle de FSC dans ce projet porte sur plusieurs aspects : co-rédaction d'une note de synthèse sur l'état des lieux de la recherche participative en agrobiodiversité, à partir des expériences de BEDE et de son réseau d'acteurs ; co-animation des ateliers de rencontre paysans-chercheurs ; co-pilotage du projet ; dissémination des expériences du projet et mise en réseau des acteurs.

Dans de multiples localités, en France, comme au Maghreb ou en Afrique subsaharienne, les communautés paysannes s'affranchissent des intrants extérieurs pour gagner en autonomie, diversifier leurs cultures et régénérer la fertilité des sols. Elles retrouvent des variétés oubliées et

entament un travail que certains qualifient de « paysan-chercheur ».

Les premières expériences de recherche participative ont mobilisé jusque là de rares chercheurs issus d'instituts de recherche publique et ce parfois de manière informelle. Ce projet vise à mieux faire connaître et reconnaître les actions innovantes en matière de biodiversité agricole conduites par des paysans dans différents territoires aux situations agricoles contrastées ; à mobiliser dans une recherche-action, à des échelles régionales et nationales, un plus grand nombre d'acteurs déjà sensibilisés par la pertinence et le caractère urgent de ces pratiques innovantes.

Une période initiale d'expériences collaboratives entre des communautés des terroirs-sources (Minervois en France, Mzab et Béjaïa en Algérie, Penjari au Bénin) et des chercheurs est engagée pour une durée de 18 mois (juin 2013-décembre 2014). 4 groupes y participent, composés d'une part de praticiens et représentants d'organisations paysannes locales, et, d'autre part, d'universités nationales proches géographiquement ou par leurs thématiques de ces terroirs-sources.

Boutiques de sciences en France

Le laboratoire SCité - Sciences, Société, Cultures dans leurs évolutions - de l'Université Lille 1 et la FSC ont soumis auprès du Conseil régional Nord-Pas de Calais une demande de financement pour une étude de préfiguration d'une boutique de sciences pour la métropole lilloise. Celle-ci a été acceptée. Nous avons donc réalisé le cadrage et la planification de l'étude et recruté deux stagiaires qui sont basés dans le laboratoire à Lille. Nous avons détaillé un plan de travail prévoyant une phase d'enquête auprès de chercheurs, d'étudiants, d'associations et de potentielles structures d'accueil ou de soutien (universités, école d'ingénieurs) portant sur l'intérêt à participer aux activités d'une boutique de sciences. A l'issue de cette phase, nous avons prévu d'organiser une réunion de restitution et d'information avant de proposer aux acteurs les plus intéressés de participer à un atelier-scénario pour réfléchir aux formes que la boutique pourrait prendre, aux moyens à mobiliser et aux activités à mettre en œuvre. D'autres aspects tels que le type d'activités de la boutique et leur financement ont également été ajoutés à ce cahier des charges. Le projet a réellement démarré en février 2014.

Par ailleurs, nous avons pris contact avec une série d'acteurs français actifs ou ayant été actifs dans des boutiques de sciences afin d'échanger sur les outils et modalités de mutualisation, retours d'expériences et dissémination qui seraient les plus profitables à chacun. Cette réunion se tiendra finalement en mai 2014.

Festival Sciences en bobines

Comme chaque année, le festival continue son développement en dehors de Paris. 11 villes réparties sur toute la France ont proposé une ou plusieurs sessions : Chaussy, Paris, Montpellier, Tours, Avignon, Nantes, Saint-Denis, Toulouse, Villeneuve d'Ascq, Saint-Malo, Trescléoux. Nous avons eu environ 1200 participants au total, sachant que la moitié était présent à Trescléoux. Le festival a pu s'organiser en partenariat avec un grand nombre d'organisations (21) ainsi que Basta ! côté média. Ces soutiens ont été facilités par le financement que nous avons obtenu sur la réserve parlementaire EE-LV, et qui nous a permis de ne pas demander de soutien financier aux partenaires.

2013 est donc une année transitoire pour le festival puisque la plupart des partenaires se sont montrés plus intéressés que les années précédentes et seront très probablement mobilisables en 2014 pour co-organiser la programmation, si nous maintenons la non-participation financière pour les partenaires. Nous les contacterons donc dès février pour leur proposer d'être mis en relation avec les coordinateurs locaux. À noter qu'un certain nombre de structures étudiantes étaient partenaires et intéressées pour contribuer activement : Écocampus ENS, Ingénieurs sans Frontières, Solidaires Étudiant-e-s, syndicats de luttes.

Les thèmes abordés étaient les suivants : agriculture urbaine, agroécologie, biens communs, gaz de schiste et transition énergétique, lanceurs d'alerte et OGM, nanotechnologies, nucléaire civil et militaire, génétique des populations, téléphonie mobile et ondes.

Enfin, depuis cette année, le festival dispose d'un site dédié (<http://sciencesenbobines.org>). Il a demandé beaucoup de temps en développement, mais la base existe maintenant pour les éditions à suivre et sa maintenance/mise à jour sera simple et bien plus rapide. Outre la programmation, le site permet via différents formulaires de proposer un film, de proposer de participer à une session, de

proposer une session, voir de soutenir le festival. Des propositions de films et de sessions nous sont parvenues par ce biais.

"Cafés des Sciences Citoyennes" avec INRA PACA

En 2013, FSC a proposé à l'INRA de PACA d'amener ses chercheurs et étudiants à discuter ensemble des sujets sensibles à l'interface des sciences et de la société. Des rencontres sur le temps du déjeuner sont organisées deux fois par an, sur des sujets choisis et réfléchis au préalable. Pour la première année, les sujets de la recherche participative (avec Bérangère Sturup de FSC, mais aussi Michel Etienne de l'INRA ou Isabelle Chuine) et des lanceurs d'alerte (avec Pierre Méneton de l'INSERM) ont ainsi été discutés et débattus.

Ce partenariat avec FSC est encadré par une convention pour prolonger cette expérience sur plusieurs années. La Charte de déontologie, récemment révisée, doit d'après le président de l'INRA PACA s'accompagner d'occasions concrètes, comme celle-ci, afin d'amener les chercheurs à réfléchir sur leur responsabilité sociale et environnementale.

Nos actions concernant la loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche (ESR)

La FSC a participé au processus des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche dès son lancement en juillet 2012, à la fois en son nom propre, mais aussi via un collectif informel d'une vingtaine d'associations et de syndicats issus de la plateforme du Forum Mondial Science et Démocratie (FMSD) France. Les activités portaient sur la rédaction d'une lettre commune au comité de pilotage des assises, la soumission d'une contribution écrite au nom de la FSC, la participation à des réunions d'Assises régionales et aux Assises nationales, la présentation de notre positionnement lors d'une audition au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

(MESR). La loi votée le 22 juillet 2013 a très modestement intégré quelques éléments autour du terme, assez vague, de « dialogue sciences et société ». Seuls quelques articles mentionnent explicitement le renforcement des interactions entre sciences et société comme par exemple l'article L123-3, alinéa 2 qui stipule que « Les missions du service public de l'enseignement supérieur sont : [...] la recherche scientifique et technologique, la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable », ou l'article L123-5, qui stipule que « Il (le service public d'ESR) favorise les interactions entre sciences et société. Il facilite la participation du public à la prospection, à la collecte de données et au progrès de la connaissance scientifique. » Comme souvent, c'était un combat de David contre Goliath dans lequel les avancées restent (très) modestes. Néanmoins, reste à suivre dans quelle mesure les décrets d'application permettront la mise en place d'actions concrètes.

Technologies émergentes

Les technologies émergentes ou technologies convergentes (souvent nommées NBIC nano-bio-info-cogno ou BANG bits-atoms-neurons-genes) occupent régulièrement l'agenda de FSC. Des nouvelles disciplines scientifiques et techniques comme la biologie de synthèse et la géo-ingénierie, largement financées par des multinationales privées mais aussi, et de plus en plus, par les États, ont beaucoup en commun. Mêmes promesses de technologies miracles arrivant à point nommé pour réparer les dégâts du progrès. Même fuite en avant technologique alors que les risques associés sont mal compris par les scientifiques eux-mêmes et que les mécanismes de réglementation et de surveillance existants sont totalement inadaptés. Même idéologie du rapport à la nature qui est pourtant à la racine de la crise écologique actuelle. Même concentration sans précédent des intérêts économiques.

Si, ces dernières années, nous avons surtout travaillé sur les biotechnologies et nanotechnologies, cette année nous avons,

notamment avec l'aide d'une stagiaire et des bénévoles, commencé un travail approfondi sur les enjeux sociétaux et environnementaux de la biologie de synthèse. Une première fiche didactique a été mise en ligne sur notre site internet qui discute le cas de l'artémisinine, emblème du meilleur des mondes de la biologie de synthèse².

Le 14 octobre 2013, FSC a co-organisé avec ETC Group, ATTAC, Basta! et le Réseau semences paysannes une conférence-débat sur *Manipuler le climat, manipuler la vie – Raison et déraison des nouvelles technologies*. L'évènement, informatif et mobilisateur, a été accueilli par l'auditorium de la Cité des sciences et de l'industrie à Paris. Environ 150 personnes y ont participé. Grâce au soutien technique sur place et aux traducteurs de Babel, les participants ont pu entrer dans les subtilités des propos tenus en anglais par Clive Hamilton (sur la géo-ingénierie) et Pat Mooney (sur la géo-ingénierie et la biologie de synthèse). La conférence a été filmée et la Cité des sciences devrait mettre les vidéos en ligne.

FSC participe également depuis 2012 à l'observatoire de la biologie de synthèse qui est une initiative lancée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour organiser les conditions d'un débat présenté comme « informé et contradictoire » autour de cette discipline scientifico-technique émergente. La décision de participer à cet observatoire a été largement débattue au sein du Conseil d'Administration de FSC. S'agissait-il d'une énième procédure de débat public mascarade, dont l'objectif est en fait de pouvoir dire « Mais si, nous avons consulté ! », alors que toutes les décisions sont déjà prises avant même que le débat n'ait lieu? FSC, qui travaille à « faire entrer les sciences et techniques en démocratie », prend régulièrement des positions publiques pour dénoncer ces simulacres de démocratie. Nous avons notamment fait entendre notre critique à propos du débat public sur les nanotechnologies. Si nous avons décidé de participer à cet observatoire, c'est parce qu'il nous a semblé que certaines conditions étaient cette fois remplies pour que le débat ne se résume pas à une procédure d'acceptabilité de la biologie de synthèse, et qu'il pourrait valoir le coup de participer à en faire un débat réellement contradictoire et informé, autrement que par les seuls défenseurs zélés du domaine. Nous étions toutefois conscients que toutes les conditions pour que ces séquences de débat conduisent effectivement à influencer sur les enjeux suscités, n'étaient pas clairement remplies. En conséquence,

² <http://sciencescitoyennes.org/artemisine>

nous avons considéré que notre participation à l'observatoire ne valait pas un soutien inconditionnel, et que nous serions vigilants aux évolutions des politiques publiques sur le sujet de façon à reconsidérer le cas échéant, notre décision.

L'observatoire s'est réuni plusieurs fois en 2013 et une première séance de débat public a été organisée dans les locaux du CNAM le 25 avril. Mais ce débat a été interrompu par une action *happening* de militants de PMO, considérant que « participer, c'est accepter ». A cette occasion, FSC a publié un texte précisant sa position et ses choix (« Vigilance requise pour que le débat soit une véritable expérience de démocratie ! »). De son côté, l'observatoire a décidé de suspendre le processus de débat public, le temps de clarifier son rôle et ses modalités de fonctionnement. L'option finalement retenue pour 2013 / 2014 a été de privilégier le débat au sein de l'observatoire pour faire murir la compréhension des questions et enjeux à l'œuvre. Cette décision n'a pas été bien accueillie par tous les membres de l'observatoire, dont certains en ont claqué la porte, considérant que le retour concret pour les chercheurs engagés dans la biologie de synthèse n'était pas assez important. En pratique, l'observatoire s'est peu réuni depuis l'automne. Son avenir est aujourd'hui assez incertain. En attendant, le premier appel d'offre de recherches sur la biologie synthétique en France, qui relaye une initiative européenne, a été lancé en 2013. Notre mobilisation sur le sujet reste donc de rigueur.

Dans le même ordre d'idée, nous faisons partie du comité de dialogue « Nanomatériaux et santé » créé fin 2012 par l'ANSES, l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail qui regroupe des associations, des syndicats de salariés, des représentants des branches professionnelles et des personnels de l'ANSES. Ce comité, qui s'est réuni trois fois, se veut être un lieu d'échange, de réflexion et d'information sur les questions scientifiques relatives aux effets potentiels des nanomatériaux sur la santé et à leur évaluation. Le but est de nourrir les orientations de travail de l'agence.

Les biens communs

Le thème des biens communs occupe une place constante dans les activités de notre association, même s'il est rarement porté au premier rang. Des membres de FSC ont activement participé à l'atelier sur les droits de propriété intellectuelle et les *commons*, organisé par le Réseau Semences

Paysannes et Inf'OGM en février 2013. Cet atelier était extrêmement réussi. L'idée était de croiser les enjeux, réflexions, oppositions qui se construisent dans différents champs touchés par le durcissement des monopoles propriétaires par le truchement des droits de propriété intellectuelle. Y étaient représentés des militants et/ou des chercheurs travaillant dans le domaine des semences, des plantes et des préparations naturelles dites peu préoccupantes, de la génétique humaine et du médicament, du logiciel libre et des communs culturels, de l'élevage animal, ou sur les enjeux économiques plus généraux. Les débats ont porté sur les brevets (leurs avancées, les différents modes de contestation), les communs (bien commun de l'humanité vs communs propres aux communautés, ...), les droits collectifs, la place de la recherche académique (mais pourquoi autant de chercheurs déposent-ils des brevets...), etc. Les confrontations entre les différents domaines représentés étaient souvent pertinentes. Les actes de cet atelier devraient être bientôt publiés.

Nous avons également participé à la *Economics of the Commons Conference* qui s'est tenue en mai à Berlin. Dans ce cadre nous sommes intervenus lors du séminaire *Commons for public health* organisé par l'organisation *Universities Allied for Essential Medicines (UAEM)*. La conférence avait pour objectif d'élargir le débat sur la notion des biens communs. Des chercheurs et praticiens du monde entier se sont rencontrés pour explorer la relation entre l'économie conventionnelle et le modèle des *commons*, témoigner de nombreuses expériences, prouver que de telles initiatives peuvent fournir des alternatives aux marchés traditionnels, et penser un récit global et cohérent des biens communs pour nourrir un changement social à travers différents secteurs (agriculture, développement urbain, gestion de l'eau, relation à la nature, utilisation d'Internet, etc.).

Notre rencontre d'été - organisation d'un événement autour des dix ans de FSC

C'est suite à l'initiative d'adhérents très actifs, fondateurs de l'association Képher, que nous nous sommes lancés dans la co-organisation d'un événement type « université d'été » autour des thèmes fondateurs de notre association : alerte et expertise, recherche participative, nouvelles technologies, etc. La FSC et Képher se sont ainsi

associées pour organiser au même moment trois soirées du festival Sciences en Bobines et les premières rencontres « *Regards croisés sciences et société* ». Ces rencontres se sont donc déroulées à Trescléoux et Pont Lagrand, dans les Hautes-Alpes, du 23 au 25 août 2013, l'idée étant aussi de fêter les 10 ans de l'association. Un grand nombre de chercheurs, scientifiques, intellectuels et militants de tous bords sont venus assister à ces rencontres, à parité entre les locaux et les gens venus de l'extérieur pour l'occasion. Au total, 650 entrées ont été comptabilisées, c'est un vrai succès ! Les journées ont été constituées d'ateliers thématiques matinaux sous le majestueux tilleul du jardin du gîte de Trescléoux, de conférences et débats l'après-midi. Les soirées étaient rythmées par des représentations de théâtre forum, des projections de court-métrages et de documentaires ainsi que des débats. A cela s'ajoutaient des balades dans une belle nature, une nourriture délicieuse (locale, bio), et un bon air montagnard. Suite à la réussite de cette première expérience, le conseil d'administration a décidé de reconduire le concept, une année sur deux. Les prochaines rencontres devraient donc avoir lieu en 2015.

Science, recherche scientifique et droits humains

Nous avons souhaité commencer un travail sur le lien entre recherche scientifique et droits humains. Science(s), techno-science, recherche scientifique, innovation, technologie(s), d'un côté ; droits humains (DH) et plus largement droits et libertés fondamentaux (DLF) de l'autre. Le choix des termes peut avoir son importance car c'est une première indication sur le sens et l'orientation de ce travail. L'impact de la science et de la technologie sur les droits et libertés fondamentaux est tel aujourd'hui qu'il devrait nous conduire à aller jusqu'à s'interroger sur la notion du progrès, évoquer les régimes de production scientifique à l'origine de cet impact, ainsi que le système global dans lequel ils opèrent. Travailler sur la question de la liberté du chercheur et ses entraves impliquerait donc de considérer aussi les limites de cette liberté au nom du respect des droits fondamentaux individuels et collectifs. Notre objet de réflexion couvre donc potentiellement un spectre très large. Il est aussi partagé par d'autres acteurs comme les Nations Unies puisque la rapporteure spéciale dans le domaine des droits culturels auprès du Conseil des Droits de l'Homme, Farida Shaheed, a publié en mai 2012 un rapport sur "l'accès aux bénéfices de la science et son application", un titre un peu

malheureux qui ne reflète pas le contenu beaucoup plus complet de ce rapport qui intègre notamment la question du poids des citoyens dans les décisions relatives aux choix scientifiques. Nous sommes toujours au stade de recherche d'un financement qui nous permettra de développer une réflexion de fond. Ce travail prendra vraisemblablement forme en 2014.

Collaborations avec d'autres associations et collectifs

Collectif des Associations Citoyennes

Créé en 2010 de façon informelle en réaction au contenu de la circulaire Fillon tendant à réduire les associations à la seule dimension économique et commerciale et à en faire un simple instrument aux mains de l'Etat et des collectivités territoriales, le Collectif des Associations Citoyennes (CAC) s'est transformé petit à petit en plateforme d'analyse des situations associatives et d'action en faveur des petites et moyennes associations. En effet, la baisse des financements publics amorcés en 2011, le développement de l'approche entrepreneuriale au sein même du secteur associatif, l'hégémonie de coordinations associatives agissant seulement dans l'intérêt des grosses structures ont conduit les animateurs du collectif, dont fait partie la FSC, à organiser son fonctionnement dans la durée. Aussi, le CAC s'est constitué en association pour s'assurer une stabilité administrative et institutionnelle mais restera ouvert à tous ceux qui se reconnaîtront dans son discours et son action. Il s'agit de continuer de porter haut et fort la voix des associations qui œuvrent dans le sens de l'intérêt général, du bien commun et contribuent à l'élaboration d'une société participative, solidaire et respectueuse de son environnement. En 2013, les principales activités ont été les suivantes : campagne « *Non à la disparition des Associations* » (4 600 signatures de l'Appel dont 536 organisations) ; préparation de l'action du Collectif dans la perspective des élections municipales et européennes ; suivi du prochain acte de la décentralisation et de son impact sur les rapports entre associations et collectivités locales (notamment déclinaison locale de la charte d'engagements réciproques entre l'Etat, les collectivités territoriales et les associations sachant que le CAC avait participé à sa rédaction) ; préparation de la loi sur l'économie sociale et solidaire (notamment question de la définition de

la subvention) et de la nouvelle circulaire devant remplacer la circulaire Fillon relative à l'application des directives européennes en matière de financement associatif.

Débats sur les biotechnologies

A l'initiative du collectif Nos campagnes sans OGM (49), le collectif et l'INRA Angers-Nantes ont partagé localement la volonté de débattre contradictoirement et publiquement sur les objectifs et démarches de la recherche agronomique. Ils ont fait appel à FSC et au CCSTI d'Angers pour la co-organisation et l'animation de ces échanges. Entre novembre 2012 et juin 2013 deux débats et un forum ont eu lieu et portaient sur :

- 1) Protection du verger Pourquoi la recherche utilise-t-elle la transgénèse ?
- 2) Grandes cultures et alimentation : Pourquoi la recherche utilise-t-elle les biotechnologies ?
- 3) Quelles recherches à l'INRA pour quelle agriculture demain ? Comment nourrir, préserver et employer demain ?

Le forum sur la recherche à l'INRA donnait lieu à trois ateliers et deux plénières qui permettaient de débattre notamment sur : Quelle place pour la société civile dans les orientations de recherche au sein de l'INRA ? Quelles innovations végétales pour quelle diversité des systèmes de culture à partir des recherches de l'INRA ? Quels impacts sociaux, environnementaux, sanitaires et économiques des innovations ? Quelles définitions, pratiques et place pour l'agro-écologie à l'INRA ? Quels sont les sources de financement et les partenariats de l'INRA et quelle autonomie décisionnelle cela induit-il pour les chercheurs ?

Les demandes du côté du collectif ont été placées dans le contexte des inquiétudes qui vont de questions très précises telles que la grande inquiétude des apiculteurs ou des éleveurs Bio, jusqu'à celles plus générales sur la science et les nouvelles technologies appliquées au vivant et sur leurs impacts sur la société.

Les débats ont été organisés à Angers et chacun a réuni entre 100 et 250 participants. Le public visé était large : depuis les citoyens et leurs associations jusqu'aux chercheurs à titre institutionnel ou autre, en incluant aussi, nécessairement, les professionnels potentiellement utilisateurs des résultats de recherche et leurs organisations techniques, avec une ouverture aux médias et aux décideurs politiques.



Activités internationales



Forum Mondial Sciences et Démocratie

Le Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) est le résultat d'une initiative lancée en 2007 au Forum Social Mondial (FSM) de Nairobi pour pallier le manque avéré de dialogues de nature politique entre les mouvements sociaux et celui que l'on pourrait qualifier, un peu hâtivement, de « monde de la recherche ». Cette idée a fait son chemin et les deux premières éditions du FMSD ont pu se tenir en marge des FSM de 2009 et 2011, respectivement à Belém (Brésil) et Dakar (Sénégal). La 3^e édition du FMSD qui s'est tenue à Tunis du 23 au 25 mars 2013 avait pour ambition de renforcer les acquis des quatre années précédentes et d'aborder plus en profondeur les thématiques chères au FMSD et plus largement au champ *Sciences et Sociétés* à savoir : la responsabilité des scientifiques, les biens communs, les enjeux éducatifs du 21^e siècle, les formes alternatives de recherche, la vigilance à l'égard des technologies émergentes, le rapports au(x) savoir(s), la gouvernance de la recherche, la transition...

À Tunis, les organisateurs du FMSD, notamment grâce aux différentes missions préparatoires, ont pu s'appuyer sur la direction, le personnel, les enseignants et les étudiants de l'établissement-hôte, la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis. Le soutien et l'aide apportés ont permis de dynamiser l'édition 2013 et d'en faire un forum plus ouvert qu'il ne l'était jusqu'à présent. L'organisation d'un FMSD « off » a ainsi fourni aux participants de prendre part à des activités/animations de culture scientifique et technique, de découvrir des initiatives proches du champ « Sciences et société », qu'elles soient locales ou internationales. Les étudiants de la FSHST se sont largement impliqués dans la mise en place et l'animation de cet espace et ont par ailleurs facilité de nombreux aspects logistiques pour le FMSD en tant que tel (de l'impression d'affiches et de badges à la mise en place des salles ou à l'accompagnement des participants).

Avec près de 500 participants venus d'une vingtaine de pays, le FMSD poursuit son déploiement. Encore une fois, les représentants du pays hôte étaient les plus nombreux. Nous pouvons déplorer le fait que l'Asie ait été sous-représentée (Inde et Japon étant les seuls pays représentés) malgré des tentatives d'approches. Il est à noter que de nombreux participants aux deux premières éditions du FMSD étaient présents à Tunis, garantissant par là-même une forme de continuité

et rendant possible un approfondissement des discussions.

Du point de vue qualitatif, il apparaît clairement que les thématiques chères au FMSD (biens communs, responsabilité, analyse des technologies émergentes, recherche participative, enjeux éducatifs, etc.) atteignent un degré de maturation non négligeable qu'il va falloir valoriser. L'aménagement du site internet du forum, le travail de diffusion et les outils collaboratifs mis en place par certains porteurs d'ateliers ont également eu leur rôle à jouer dans l'élaboration du programme des débats. Notons que le nombre de propositions d'ateliers a permis la mise en œuvre du *principe d'agglutination* propre aux forums sociaux, les organisateurs du forum favorisant les rapprochements entre acteurs travaillant sur un sujet similaire avant même la tenue du 3^e FMSD. Cette progression indéniable dans le contenu mais aussi dans la forme ne doit pas cacher plusieurs réflexions que nous devons mener ou poursuivre (certaines ont émergé lors de la séance de clôture du FMSD et font partie du programme d'actions que nous aborderons par la suite) à savoir : *Comment réussir à satisfaire des participants dont le niveau de connaissance des sujets est très variable (du néophyte au « professionnel de la question ») ? Comment valoriser les avancées qu'ont permises les trois éditions du FMSD et les événements associés ?* Cela nous a amené et nous amènera à déployer un plan d'action et à refonder l'espace-réseau du FMSD pour en améliorer à la fois la portée et l'efficacité en matière de plaidoyers, d'actions et de réflexions.

D'une période d'apprentissage mutuel entre les acteurs impliqués, la situation a évolué vers des échanges d'expériences et même au-delà puisque des ébauches de projets conjoints ont émergé. Les retombées du FMSD sont aujourd'hui plus à penser en termes de co-construction, de déploiement, de diffusion et de projets collectifs qu'en rencontres ponctuelles, nous effectuons un travail de mise en cohérence des activités et réflexions des différents acteurs du FMSD par la mise en place de commissions thématiques (avec mise à disposition d'outils collaboratifs et de bibliothèques virtuelles). Cette solution nous semble appropriée pour permettre une « montée en régime » des réflexions et des propositions émanant du FMSD. Nous pensons que l'approche thématique conduira à un rapprochement avec les organisations, les institutions et les réseaux idoines, facilitera la mise en œuvre de productions communes et fournira l'opportunité aux « néo-entrants » intéressés par une thématique exclusive d'accéder aux contenus et aux réflexions des acteurs du FMSD voire de les

nourrir. Chacun pourra aussi s'investir à hauteur de ses disponibilités mais prendre également des engagements vis-à-vis du collectif FMSD. Cette idée sera doublée par différentes missions de sensibilisation au processus FMSD menées régionalement (rencontres avec des acteurs-clés dans un pays, un sous-continent, un continent, etc.) par les acteurs les plus impliqués du FMSD et le Secrétariat international - qui sera assuré par la Fondation Sciences Citoyennes dans la période de refondation de l'espace-réseau du FMSD. Au delà de ces réflexions d'ordre général, rappelons ici que la 3e édition du FMSD a donné lieu à des avancées majeures en particulier la décision d'intégrer le Forum social mondial (FSM) via un espace dédié au FMSD, ce qui constituait un des objectifs initiaux de ce projet. Par ailleurs, des travaux sont engagés pour la constitution d'un réseau sur la recherche participative à base communautaire et pour la mise en place de curricula universitaires internationaux notamment. La 4e édition du FMSD se tiendra de nouveau à Tunis en mars 2015.

Veille sur la politique européenne de recherche et d'innovation – Horizon 2020

Nous sommes engagés dans une alliance informelle d'ONG autour de Horizon 2020 (8e Programme Cadre de Recherche et Développement européen, c'est-à-dire le programme de financement de la recherche par l'Union européenne). Dans ce cadre, nous avons défendu un programme plus participatif et plus en adéquation avec les défis écologiques. Dès 2011, nous avons dénoncé les grandes orientations de ce PCRD (très favorables à l'industrie) dans une lettre ouverte signée par plus de cent organisations dont des organisations de la société civile mais aussi de chercheurs et d'autres structures. Nous avons essayé, avec le soutien de membres du Parlement européen, de faire valoir certaines thématiques : la participation de la société civile non marchande à la recherche, l'accessibilité à des résultats scientifiques (Open Access), la lutte contre les conflits d'intérêts, l'accès aux soins médicaux, la conservation des ressources naturelles, les économies d'énergie, l'agriculture biologique et l'agroécologie, l'innovation sociale, etc. En 2013 il s'agissait surtout de sauver le programme « science en société », programme qui permet notamment d'intégrer des approches participatives dans la

recherche. Notre plus grande satisfaction tient au fait que le programme « science par et avec la société » n'a pas seulement pu se poursuivre mais s'est vu attribuer un budget plus important que sous le 7e PCRD (462 M€ au lieu de 330 M€) et est devenu un programme transversal d'Horizon 2020. De plus, le secteur de l'agriculture biologique est, pour la première fois dans un texte légal de politique de recherche européenne, reconnu comme approche pour répondre aux défis sociétaux. Nous avons également finalisé un guide pour les ONGs sur « Comment participer à Horizon 2020 ». Il sera prochainement mis en ligne sur le site de la FSC. Le guide est rédigé en anglais pour toucher le plus grand nombre possible d'associations au niveau européen.

Public Engagement with Research And Research Engagement with Society (PERARES)

Ce projet européen initié en 2010 et financé par le 7^{ème} Programme Cadre de Recherche et Développement de l'Union Européenne (PCRD) s'achèvera fin octobre 2014. Il regroupe 26 partenaires de 17 pays et s'articule autour de 12 lots (« work packages » - WP). La Fondation Sciences Citoyennes est en charge de deux d'entre eux. Le lot 3 (WP3 « Pilot for permanent debate lab-CSO ») est exécuté en partenariat avec l'association française ADReCA et l'université de Cambridge tandis que le lot 8 (WP8 « Advancing PER through support from Research Funders for research of CSOs with Research Institutes ») regroupe, outre FSC, la boutique de sciences de Bonn (Allemagne), la Queen's University de Belfast (Irlande du Nord), l'Université polytechnique de Bucarest (Roumanie) et le Sticing dienst landbouwkundig onderzoek (Pays-Bas).

<http://www.livingknowledge.org/livingknowledge/perares>

Dans le cadre du lot 3, en 2013, nous avons finalisé avec l'université de Cambridge, un guide méthodologique pour l'organisation et la conduite d'ateliers-scénario dont le but est de permettre à des acteurs de la recherche et de la société civile de co-construire des projets de recherche participative et, de façon plus large, des projets dans le champs sciences et société. Cet outil pourrait être utilisé dans le cadre de plateformes pour que les divers acteurs de mûrissent ensemble idées et projets. L'objectif étant de faciliter la constitution de

partenariats entre acteurs n'ayant pas encore travaillé en co-construction.

Une version anglaise de ce rapport (les annexes sont en français) est téléchargeable :

<http://www.livingknowledge.org/livingknowledge/living-knowledge/guide-to-organizing-scenario-workshops-to-develop-partnerships-between-researchers-and-civil-society-organisations>

Une version en français de la partie concernant la France sera disponible prochainement.

Dans le cadre du lot 8, une étude a été menée sur les dispositifs et modalités de financements des besoins en recherche des organisations de la société civile. Nous avons rédigé la partie concernant la France. Celle-ci a abouti à l'élaboration d'un certain nombre de recommandations à l'attention des financeurs, des institutions de recherche et d'enseignement supérieur, mais également des organisations de la société civile. Parmi ces recommandations nous pouvons citer: la mise en place de critères d'évaluation qui soient réellement adaptés; une meilleure transparence des agendas des institutions de recherche de façon à laisser de la place aux recherches participatives; la mise en place des points de contacts au sein de ces organismes pour permettre aux organisations de la société civile de s'engager plus facilement dans ce type de partenariats. Pour ces dernières, nous recommandons de participer autant que possible aux espaces de dialogues entre monde de la recherche et société civile, voire en provoquant la mise en place de ces espaces de dialogues.

Le rapport final qui regroupe des études menées dans différents pays ainsi qu'un résumé sont disponibles en ligne :

<http://www.livingknowledge.org/livingknowledge/living-knowledge/overview-of-experiences-and-attitudes-of-research-funding-organisations-in-different-countries-towards-research-with-and-for-civil-society-and-its-organisations-report-and-policy-brief>

Toujours dans le cadre du lot 8, nous avons commencé une autre étude sur les pratiques des acteurs académiques et associatifs dans le cadre de projets de recherche participative de type PICRI (Partenariat institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation), ASOSc (Appropriation SOciale des Sciences) et Chercheurs Citoyens que nous achèverons en 2014. L'approche des financeurs régionaux sera également analysée. L'objectif de ce travail est de montrer l'intérêt, la pertinence scientifique et sociétale et la valeur ajoutée de ce type de projet afin que d'autres régions décident

elles aussi d'ouvrir des lignes de financement dédiées.

Enfin, dans le cadre du lot 11, nous co-organisons la conférence internationale *Living Knowledge* dont la 6^e édition aura lieu en 2014 à Copenhague du 9 au 11 avril :

<http://www.livingknowledge.org/lk6/>



EFSA – veille sur l'expertise en sécurité alimentaire

Depuis 2012, une coalition informelle d'une trentaine d'ONG suit et intervient dans le processus de la réforme du fonctionnement de cette agence. De nombreuses organisations se sont ainsi mobilisées autour du 10^e anniversaire de l'EFSA. Dans ce cadre, la FSC a co-signé une lettre ouverte à l'EFSA intitulée « Social and environmental organisations demand radical overhaul of our food and environmental safety system and of the European Food Safety Authority (EFSA) », demandant une révision radicale du système européen de sécurité environnementale et alimentaire. La FSC était aussi présente à Parme au rassemblement qui s'est déroulé parallèlement à la célébration officielle des 10 ans d'existence de l'agence. Elle a également participé à un séminaire sur la transparence, organisé par l'EFSA en octobre 2012, sans toutefois être dupe de la dimension « relations publiques » de l'événement. La coalition a pu néanmoins exprimer publiquement ses réserves quant au fonctionnement de l'EFSA et ses revendications pour la nouvelle réglementation. Depuis, elle a pu obtenir une rencontre stratégique entre ONGs, EFSA et DG Sanco en janvier 2013 et a participé, avec un succès incertain (car le rapport de force n'est pas évident), à diverses rencontres avec l'EFSA et parfois d'autres acteurs comme l'industrie agro-alimentaire en 2013. Le processus est toujours en cours, et la coalition doit constamment veiller à l'évolution de l'actualité, et adapter sa stratégie et sa façon d'intervenir. En s'impliquant dans cette initiative, la FSC entend développer sa réflexion et son action sur l'expertise et l'alerte au niveau européen.

Réseaux internationaux

FSC est membre de divers réseaux internationaux. Nous sommes activement impliqués, et ceci dès leur création, dans le réseau international des boutiques de sciences (*Living Knowledge*) et le *European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility* (ENSSER). Notre implication dans le réseau Alter-EU est moindre.

European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER)

Le réseau, qui comprend aujourd'hui environ 80 chercheurs, s'établit peu à peu dans le paysage européen et international des politiques de recherche. Si ses principales activités couvrent d'abord des questions de biodiversité, biosécurité et de systèmes de production alimentaire, il a aussi investi dans des questions de santé publique et de nanotechnologies. FSC a co-organisé et participé à l'AG du réseau ainsi qu'à la conférence scientifique « *Agroecology for Sustainable Food Systems in Europe: A Transformative Agenda* » qui s'est tenue en juin 2013 à Bruxelles. La conférence sur l'agro-écologie a été co-organisée par une série d'acteurs européens allant de groupements de chercheurs en agronomie et sociologie jusqu'au réseau TP Organics. La session d'ouverture de la conférence a été accueillie au parlement européen.

ENSSER participe notamment, en tant que réseau de chercheurs, au travail de la coalition d'ONGs pour la révision de la réglementation de l'EFSA. En octobre ENSSER a publié une déclaration sur le fait qu'il n'existe pas de consensus scientifique sur la sécurité des OGM (« *No scientific consensus of GMO safety* »). Cette déclaration a été signée par 300 chercheurs du monde entier.

FSC siège toujours au bureau d'ENSSER.

Réseau International des Boutiques de Sciences (Living Knowledge)

Living Knowledge – réseau international des boutiques de sciences :

Dans le cadre du projet européen PERARES mentionné plus haut, nous avons travaillé à l'organisation de la 6e conférence Living Knowledge qui aura lieu à Copenhague en avril 2014. Nous avons également réfléchi aux moyens de pérenniser le réseau, qui actuellement fonctionne essentiellement par le biais de projets européens. La structuration de ce réseau sera

certainement formalisée en 2014 ou en 2015. À noter également que suite au travail effectué dans le cadre de PERARES sur les financeurs de la recherche participative, nous souhaitons proposer une rencontre entre financeurs potentiels (fondations notamment) de projets de recherche participative au sens large (co-construction, gouvernance, etc.) pendant la conférence de Copenhague. L'objectif de cette rencontre est de réfléchir à la faisabilité de la mise en place d'un consortium de financeurs pour le développement de projets par un consortium d'organisations liées au réseau Living Knowledge, mais pas seulement.

Enfin, même si cela sort un peu du cadre strict de Living Knowledge, en tant que point de contact national du réseau, nous avons démarré un travail de mise en réseau des boutiques de sciences existantes ou en projet en France qui se poursuivra dans les années à venir.

Le réseau Alter-EU contre les conflits d'intérêts et pour la transparence

FSC est membre d'Alter-EU (*Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation*) dont le point de départ était le débat autour de la création d'un registre européen concernant la transparence des activités de lobbying à Bruxelles. Si ce registre existe aujourd'hui, l'inscription se fait seulement sur une base volontaire ce qui a pour conséquence que des multinationales très importantes manquent dans le registre (ex. Monsanto, Deutsche Bank, Goldman Sachs, etc.) et que l'information est en partie incorrecte. Alter-EU souligne que la question de rendre le registre obligatoire est surtout une question de volonté politique.

Alter-EU suit également des problèmes des portes tournantes ou « revolving doors » dans des agences européennes (EFSA, EMA, Air safety agency, EEA). L'alliance a conclu que la réglementation de la Commission Européenne sur son fonctionnement interne était trop faible et mal appliquée. Alter-EU a publié en 2013 un rapport sur les « revolving doors » au niveau européen.

Communication externe

Site Internet de l'association

Un petit point technique avant de démarrer. Du fait de son hégémonie, Google a imposé les règles qui définissent la popularité d'un site, du moins la facilité avec laquelle il est possible d'avoir accès à ce site en cherchant des informations via un moteur de recherche (essentiellement Google). L'outil communément mentionné pour faire état de cette « popularité » est le *PageRank* qui varie de 0 (sites noyés dans les limbes d'Internet) à 10 (sites des principales sociétés informatiques mais également aussi de la Maison Blanche par exemple). Des quotidiens comme Le Monde, Libération ou le Figaro ont un *PageRank* de 8. Du *PageRank* côté des organisations de la société civile, en France, les meilleurs atteignent 7 (Greenpeace France, WWF France, par exemple) tandis que des organisations comme les Amis de la terre France, ATTAC, Transparency International France ou Inf'OGM ont un *PageRank* de 5.

Notre site web principal (<http://sciencescitoyennes.org>) dispose d'un *PageRank* de 6 ce qui est un très bon score compte tenu de notre taille. Les autres sites web que nous développons et maintenons ont un *PageRank* plus faible du fait de leur jeunesse (tous deux développés en 2012-2013) : un site consacré au FSM multi-langue (<http://www.fmsd-wfsd.org/fr/> *PageRank* 4) et un site dédié au festival Sciences en bobines (<http://sciencesenbobines.org> *PageRank* 5).

Concernant le contenu, notre production d'articles a été plus faible en 2013 avec 53 articles publiés contre 80 en 2012. Ceci s'explique par une moindre médiatisation et une plus forte concentration sur des dossiers de fonds. En 2012, la publication de l'étude de G.-É. Séralini *et al.* et la proposition de loi sur les lanceurs d'alerte avaient entraîné une augmentation du rythme de publication en septembre-octobre.

Mais en parallèle, le nombre de visiteurs et de visites a augmenté, confirmant la tendance observée en 2012. Le nombre moyen de visiteurs mensuels est passé de 6618 en 2012 à 8263 en 2013, soit 25 % d'augmentation. Le nombre moyen de visites par mois a un peu moins augmenté en passant de 22524 en 2012 à 26834 en 2013, soit 19 % d'augmentation.

Grâce à un financement du Fonds Régional de Développement de la Vie Associative (FRDVA), le déploiement d'un véritable « espace adhérents » plusieurs fois reporté sera effectué en 2014.

Notre page Facebook est suivie par 1265 personnes

et notre compte Twitter regroupe 367 abonnés. Notre usage de ces outils reste malgré tout limité et connaît des pics lors de la tenue d'événement organisés par notre association.

Notre bulletin d'information électronique (<http://sciencescitoyennes.org/phplist/>) a connu 11 numéros en 2013 comme en 2012, mais avec une bien meilleure régularité tandis qu'en 2012, 6 numéros étaient sortis lors du dernier trimestre. Ce bulletin était reçu par 3630 abonnés en décembre 2013, soit une hausse de 171 abonnés par rapport à décembre 2012. Il est constitué à la fois d'informations sur les activités de FSC ou de ses partenaires, mais comporte aussi l'annonce d'événements ou des suggestions de lecture.

FSC dans les médias

En 2013, nous avons publié ou co-publié six communiqués de presse :

Pour une politique de la recherche et de l'enseignement supérieur vraiment ambitieuse et au profit de la société, 27 mars 2013

Procès OGM en Belgique : un nouveau déni de démocratie, 15 février 2013

Combien de morts et combien de millions versés en indemnités aux malades avant que l'on prenne la mesure de l'importance de traiter véritablement les alertes et de protéger les lanceurs d'alertes ?, 4 février 2013

Co-rédaction et co-signature de communiqués de presse :

« Classe verte » sur les semences paysannes, Immersion à la ferme pour des décideurs politiques et institutionnels, avec l'INRA, 19 juin 2013

Les associations de la société civile appellent les sénateurs à rétablir la protection des lanceurs d'alerte dans le projet de loi sur la transparence de la vie publique, 8 juillet 2013

Lettre ouverte du collectif des Associations Citoyennes au Premier Ministre, 11 juillet 2013

Nous avons également publié des articles, notamment :

H. Le Crosnier, C. Neubauer C., B. Storup, 2013 « Sciences participatives ou ingénierie sociale : quand amateurs et chercheurs co-produisent les savoirs », revue *Hermès*, n° 67.

J. Testart et G. Millot : Comment le Parlement désarme la loi. Journal Inf'OGM, mars 2013.

C. Neubauer : Media in Responsible Research and Innovation, Living knowledge Magazine, Avril 2013.

C. Neubauer : Pourquoi des boutiques de sciences ? dans « Les sciences, ça nous regarde. Histoires surprenantes de nos rapports aux sciences et aux techniques », sous la direction de Pestre D. et Larqué L., Les empêcheurs de penser en Rond / La Découverte, 2013.

Et nous sommes intervenus à la radio, notamment :

F. Piasecki sur plusieurs radios tunisiennes (entretiens effectués en direct lors du 3^e FMSD) entre le 23 et le 25 mars 2013.

F. Piasecki sur Agence Science Presse (Québec), émission « *Connaissez-vous la science citoyenne* » le 30 avril 2013.

G. Millot sur France Culture, dans l'émission « *Si il fallait changer quelque chose* » sur la protection des lanceurs d'alerte le 14 août 2013.

C. Bourgain sur France Inter, dans l'émission *La tête au carré*, sur la géo-ingénierie, le 11 octobre 2013.

J. Testart, sur France Inter, dans l'émission *Le téléphone sonne*, sur la participation citoyenne : Consulte-t-on assez les citoyens français ?, le 17 décembre 2013.

Vie de l'association

Adhérents et donateurs

Au 31 décembre 2013, la FSC comptait 181 adhérents cotisants, soit une baisse de 15 personnes par rapport à l'année précédente. Cela ne se reflète pas dans le montant total des cotisations qui progresse légèrement. C'est une satisfaction moindre car l'ancrage de la FSC au sein de la population est nécessaire à son identité et importante pour la construction et la diffusion de ses idées. Nous n'organisons pas de campagnes d'adhésion mais nous essayons de développer notre réseau par différents moyens permettant de nous faire connaître et de faire connaître nos thématiques: le festival de films critiques sur la science Sciences en bobines, la lettre d'informations envoyée à plus de 3 000 abonnés, les interventions extérieures des salariés et de membres de l'association, notamment ceux du conseil d'administration, les communiqués de presse, avec une nouveauté cette année: la tenue d'une « université d'été ». Si ces moyens concourent assurément à augmenter notre notoriété, cela ne se transforme apparemment pas en adhésion. Après l'assemblée générale, nous avons fait 2 relances (dont une par courrier) auprès de nos adhérents récents.

35 personnes ont fait un don à la FSC contre 43 l'année dernière (hors adhérents). D'après les observatoires spécialisés, la générosité du public se concentre de plus en plus sur les grosses structures associatives issues de la solidarité et de la recherche médicale. Nous avons organisé une campagne de dons en fin d'année à partir de notre lettre d'informations.

Conseil d'administration et bureau exécutif

Notre CA comptait 26 membres en 2013 dont 9 femmes. Les CA se tiennent toutes les 6 semaines environ avec une pause estivale, à Paris dans les locaux ou travaille une partie de l'équipe salariée. Afin de faciliter la participation des administrateurs basés hors de Paris, un système de téléconférence à été mis en place cette année. Il permet aux administrateurs qui ne peuvent se déplacer de suivre la réunion. Les échanges, l'interactivité ne sont guère aisés, et nous essayons de trouver des alternatives pour pallier ces difficultés, notamment pour faciliter la prise de parole des téléconférenciers. Cela a un peu amélioré la participation au CA. Les salariés sont invités à

participer au CA et sont également inscrits sur les 2 listes de discussion, une dédiée à l'échange d'informations, l'autre à la prise de décision, utilisées par les administrateurs pour communiquer en dehors des CA.

Le bureau compte 5 membres plus la salariée responsable de l'animation de l'équipe en tant qu'invitée. Il se réunit régulièrement avant chaque CA par internet vocal ou physiquement en fonction des possibilités de chacun. Il dispose d'une liste de discussion internet spécifique.

Équipe salariée

En 2013, l'équipe se composait de 5 personnes salariées en CDI soit 4,6 ETP (équivalent temps plein) et d'une stagiaire présente pendant 6 mois ayant travaillé plus particulièrement sur la biologie de synthèse. 3 salariés sur 5 pratiquent le télétravail et sont présents dans les locaux à Paris 3 à 4 fois par mois pour 1 à 3 jours. La communication se fait par internet (écrit, oral) et téléconférence. Afin de permettre au CA et au bureau de suivre le déroulement des activités, l'équipe salariée envoie sur la liste d'information du CA un point hebdomadaire.

Le travail bénévole

Ce travail a une double nature: une institutionnelle exercée par les administrateurs et les membres du bureau, une opérationnelle par une implication dans des activités et des projets de membres ou de sympathisants. Une même personne peut être bien-sûr concernée par ces 2 types d'investissement.

La part institutionnelle du bénévolat est assez importante à la FSC puisque le CA se réunit toutes les 6 semaines environ, soit 8 fois en 2013. Cette fréquence est le résultat d'un choix fondateur de notre association de placer le CA bénévole au centre du fonctionnement de l'association. Le bureau s'est réuni en moyenne une fois par mois. Comme toujours, les dirigeants associatifs de la FSC ne sont pas rémunérés.

Pour ce qui concerne les opérations, l'investissement bénévole cette année s'est exercé particulièrement sur les projets suivants: lanceurs d'alerte, conventions de citoyens, sciences en

bobines, boutiques de sciences. En outre, des actions ponctuelles ont aussi mobilisé cette ressource et notamment l'université d'été, la conférence/débat sur les technologies émergentes à la Villette, les débats du café citoyen avec l'INRA en PACA pour n'en citer que quelques-unes. Les interventions extérieures constituent une part importante du temps consacré à la FSC par les bénévoles.

Il faut noter que l'apport du travail bénévole est parfois difficile à circonscrire dans le domaine opérationnel. Il peut se matérialiser par des tâches définies sous forme de séquence dans une action

globale (relecture d'un rapport, interview par un journaliste par exemple) et être facilement escamoté alors qu'il reste essentiel à sa réalisation. A défaut de rendre compte de façon exhaustive de ce travail, remercions celles et ceux qui ont contribué au fonctionnement et à la réalisation des missions de la FSC en donnant de leur temps, de leur expertise et de leur enthousiasme.

Calendrier non exhaustif des évènements et interventions de la Fondation Sciences Citoyennes en 2013

Janvier

24.01. Débat « Grandes cultures et Alimentations : pourquoi la recherche utilise-t-elle les biotechnologies ? » co-organisé par FSC, le Collectif Nos campagnes sans OGM (49) et l'INRA Angers-Nantes, Angers

30.01. Participation à la rencontre entre le collectif informel d'ONG sur l'EFSA, des représentants de l'EFSA et de la Direction Générale de la Santé de la Commission Européenne, Bruxelles

Février

15-16.02. Participation à l'Atelier sur les droits de propriété industrielle/intellectuelle et les *commons* organisé par le Réseau Semences Paysannes et Inf'OGM, Paris

25.-26.02. Présentation à la conférence sur « *Responsible Research and Innovation and the role of media* » organisée sous la présidence irlandaise, Dublin

Mars

Publication de notre rapport « *La recherche participative comme mode de production des savoirs, un état des lieux des pratiques en France* »

07.-09.03. Participation au séminaire « Agroécologie » organisée par la Fondation pour le Progrès de l'Homme, Bergerie de Villarceaux

16.03. Assemblée Générale de FSC, Paris

23.-25.03. Forum Mondial Sciences et Démocratie, co-organisé avec des ONGs internationales et des chercheurs, coorganisé par la FSC, Tunis

25.-27.03. Réunion du consortium PERARES, Cambridge (Royaume-Uni)

27.-31.03. Participation au Forum mondial social

Avril

10.-11.04. Participation à l'AG d'Alter-EU, Bruxelles

12.04. Participation aux journées du Nouvel Observateur à Nantes. Débat « la Science, une chance pour la France ? ».

Mai

13.-15.05. Présentation à la conférence « *Let's build transformative knowledge to drive social change* » du réseau GUNI – Global University Network for Innovation, Barcelone

21.-23.05. Participation à la « *Economics Commons Conference* », Berlin

27.-29.05. Présentations au colloque « *Les recherches-actions collaboratives : Une révolution silencieuse de la connaissance* », Dijon

Juin

13.06. Audition publique de l'OPECST : Quelles perspectives pour la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) ? Intervention dans la table ronde « A quoi sert la CSTI ? », Paris

18.06. Table ronde « Ethique et Déontologie de l'expertise ». Colloque Anses. Dispositifs et nouveaux enjeux, Paris

19.06 « Classe verte » pour décideurs politiques et institutionnels, projet ReSoRIV, à Chavagne près de Rennes

20.06. « Quelles recherches à l'INRA pour quelle agriculture demain ? Comment nourrir, préserver et employer demain ? » Journée de débat co-organisée par FSC, le Collectif Nos campagnes sans OGM (49) et l'INRA Angers-Nantes, Angers

20.-21.06. Participation à la *International Whistleblowing Research Network Conference*, Londres

27.06. Intervention lors de la 1^{re} rencontre sciences et société au centre INRA PACA sur la recherche participative, Avignon

Juillet

11.07. Présentation dans le cadre de la Section thématique « L'activité scientifique au prisme de l'impératif participatif », de la communication « Expertise citoyenne et recherche participative, de nouveaux modes de production de savoirs pour orienter la recherche », Congrès de l'Association Française de Sciences Politiques, Paris

Août

23.-25.08. Rencontres estivales de FSC et festival Sciences en bobines, co-organisé avec l'association Khéper, Trescléoux et Pont-Lagrand, Hautes-Alpes

Septembre

11.09 Présentation devant le comité environnement de la Fondation de France du rapport sur la recherche participative et des suites à donner

24.09. Participation à la journée « Coopérations scientifiques entre chercheurs et société civile. Quels moyens, quelles modalités, quels résultats ? » organisée par la mission *Sciences et citoyens* du CNRS

30.09.-02.10. Réunion du consortium PERARES à Chania (Grèce)

Octobre

01.10 Sciences en bobines à Chaussy (Projection de « La tournée des potagers », avec la participation de Christine Aubry (INRA), Diane Giorgis et Virginie COLOMB (Réalisatrices des films))

03.10. Sciences en bobines à Paris (Projection de « La science achetée », avec la participation de Christian VÉLOT (Université Paris-Sud, Fondation Sciences Citoyennes et CRIIGEN) et Hervé LE MEUR (OGM dangers))

04.10. Sciences en bobines à Avignon (Projection de « La science achetée », avec la participation de François Warlop (GRAB, Fondation Sciences Citoyennes)) et Paris (Projection de « Essais nucléaires, un héritage sans fin », avec la participation de Thierry Derouet (réalisateur du film) et Dominique Lalanne (Réseau Sortir du Nucléaire))

08.10. Sciences en bobines à Nantes (Projection de « Le bien commun – l'assaut final », avec la participation de Claudia Neubauer (Fondation Sciences Citoyennes), Fabien Piasecki (Fondation Sciences Citoyennes) et Julien Bellanger (PING))

10.10. Sciences en bobines à St. Denis (Projection de « Mauvaises ondes », avec la participation de Sophie Le Gall (Réalisatrice du film) et Étienne Cendrier (Robin des toits)), Toulouse (Projection de « La science achetée », avec la participation de Pierre Sartor (Fondation Sciences Citoyennes))

10.10. Sciences en bobines à Villeneuve d'Ascq (Projection de « La malédiction du gaz de schiste », avec la participation de Bertrand Bocquet (Fondation Sciences Citoyennes), Thomas Porcher (Économiste et auteur de « Le mirage du gaz de schiste ») et Annie Durand (Médecin, membre de la commission scientifique Gard-Ardèche des collectifs anti-gaz de schiste))

13.10. Sciences en bobines à Saint-Malo (Projection de « Les moissons du futur », avec la participation de Véronique Chable (INRA))

14.10. Conférence-débat « Manipuler le climat, manipuler la vie – Raison et déraison des nouvelles technologies » co-organisé par FSC, ATTAC, Basta!, Réseau Semences Paysannes et ETC Group, Paris

15.10. Sciences en bobines à Trescléoux (Projection de « Récits de Fukushima », avec la participation de Roland DESBORDES (CRIIRAD))

21.-22.10. Présentation lors du séminaire *The role of philanthropy in the promotion of Responsible Research and Innovation*, Bruxelles

Novembre

10.11. Sciences en bobines à Montpellier (Projection de « La science achetée », avec la participation de Frédéric Prat (Inf'OGM) et François Bonhomme (Université Montpellier 2, SMEL))

14.11. Sciences en bobines à Tours (Projection de « Essais nucléaires, un héritage sans fin », avec la participation de Dominique Lalanne (Armes nucléaires STOP))

Décembre

12.12. Open Forum *CONSIDER* à l'université de Lille2

17.12. Colloque « *Alerte, expertise et démocratie* », organisé par FSC, Paris